

C.E.T

ça branle dans le manche

● A l'occasion de l'affaire Guiot, stimulés par la grande mobilisation lycéenne, les apprentis des CET, les élèves du technique ont pris conscience qu'eux aussi peuvent lutter, que la lutte peut être payante.

LYCEENS - APPRENTIS, SOLIDAIRES !

Dès la rentrée 71-72, des luttes significatives contre la discipline de caserne, contre la répression, contre les conditions de travail éclatent dans différents CET de la région parisienne et de province. Les **Comités de lutte** se créent de façon de plus en plus généralisée sur la base de conflits ouverts ou latents, impulsés soit par des militants révolutionnaires, soit par les éléments les plus avancés, les plus radicalisés du milieu. Les apprentis se mobilisent, s'organisent, émergent à la vie politique consciente sur des thèmes qui sensibilisent l'ensemble de la jeunesse : la répression, le racisme, l'Indochine, l'armée, et sur des thèmes spécifiques à leur condition pré-ouvrière : les conditions de travail, les débouchés professionnels, l'emploi. Ils avancent leurs propres revendications, élaborent leurs propres mots d'ordre.

La circulaire Guichard a eu l'effet de l'aiguillon sur le milieu CET dont la combativité s'était exprimée jusque là par des luttes nombreuses, mais éparpillées, significatives d'une maturité du mouvement, d'un apprentissage dans et par les luttes. La circulaire Guichard s'est avérée l'élément moteur, le thème unifiant à

Deux autres brochures des cercles rouges lycéens à diffuser massivement :

« LE MOUVEMENT DES LYCEENS, quatre années de luttes et leurs leçons »
« Les cercles rouges lycéens contre l'ordre moral »

1 franc chaque
en vente à Rouge
et dans tous les comités rouges.

cette combativité encore dispersée. La réaction, la mobilisation des élèves du technique, s'associant d'emblée à la mobilisation lycéenne, a été immédiate, diversifiée, mais généralisée (grèves, occupations des locaux, piquets de grève, manifestations de rue, brigades d'intervention sur d'autres bahuts, liaison organique avec les luttes lycéennes centrales ou locales.

L'affaire Guichard a marqué un saut qualitatif du mouvement des CET et Lycées Techniques. Lors de l'affaire Guiot, le milieu CET était apparu à la fin de la mobilisation lycéenne, sans expérience de lutte, sans objectifs clairs, sur le mode : « Pourquoi pas nous ? ».

Aujourd'hui, les apprentis ont définitivement brisé le mur du silence qui se fait sur eux comme une chape de plomb.

Aujourd'hui, les éléments les plus combatifs, les plus avancés, ont pris conscience que seul le combat, seule la lutte de masse feront reculer l'administration, que c'est le seul moyen de mettre en échec la répression. Des militants se sont formés au cours des luttes, des agitateurs, des animateurs sont apparus. Ces militants seront l'élément moteur, décisif au sein des comités de lutte, apportant la cohésion nécessaire dans les prochaines batailles.

UNE FORCE NOUVELLE AVEC LAQUELLE IL FAUDRA DESORMAIS COMPTER

Les conditions concrètes d'existence des apprentis s'aggravent. La répression s'accroît. Leur avenir socio-professionnel s'obscurcit.

Les jeunes apprentis sont très durement touchés par la répression et l'oppression, ils la vivent dans leur chair de façon plus aiguë, plus directe que les autres jeunes, au sein même de la famille, dépendant des impératifs matériels et financiers du statut social des couches les plus défavorisées.

Le CET, c'est l'école de l'exploitation. Le CET, c'est déjà l'usine.

40 heures de travail par semaine, des journées de 8 heures debout devant l'étau ou la machine-outil, imposées à des jeunes de 15, 16, 17 ans au nom de l'efficacité. En fait, ceci a pour fonction de briser en eux toute résistance physique, de les mater, d'en faire de bons petits élèves bien sages. Les brigades militaro-flicardes incessantes tendent à leur apprendre le respect du chef. L'enseignement « général », quant à lui, a essentiellement pour but d'inculquer le respect des trois piliers de l'idéologie bourgeoise : Travail-Famille-Patrie.

Bref, le CET vise à former de bons ouvriers, soumis pieds et poings liés à la domination et à l'exploitation patronales.

L'administration est de plus en plus féroce et face à l'agitation qui s'étend, la répression devient sélective. D'abord les « meneurs », les militants qui sont à la tête des luttes. Un élève de CET qui se fait vider en cours d'apprentissage n'a pratiquement aucune chance de se faire réintégrer dans un autre CET. Comme les patrons dans les usines, les directeurs établissent les listes noires. Les parents ne peuvent matériellement et moralement nourrir l'élève vidé « à ne rien faire ». Il ne lui reste plus qu'à chercher un emploi sans qualification professionnelle reconnue, c'est-à-dire dans les pires conditions, soumis à la « générosité » d'un quelconque employeur...

L'avenir s'obscurcit. Les problèmes de débouchés professionnels, de qualification, de niveau de vie, de l'emploi, ont fait irruption à la première page de l'actualité sociale. Et Pompidou, Chaban et consorts ne résoudront rien à la question. Les jeunes sont les premiers touchés. Notons au passage qu'un jeune qui n'a jamais été salarié et qui est sans travail n'a pas droit à l'allocation de chômage.

Voilà les problèmes auxquels sont confrontés les élèves des CET, du Technique. Et ils y répondent :

- A bas la discipline de caserne et la répression
 - Contre la main-mise patronale sur l'enseignement professionnel
 - Pour un salaire d'apprentissage
 - Garantie de l'emploi avec ou sans CAP
 - Salaire minimum d'embauche de 1200 F pour tous
 - Imposons le droit d'expression politique dans les CET.
- Organisons-nous en comités de lutte

les lycéens en lutte contre le colonialisme français

● Depuis le 10 janvier 1972, 7 fonctionnaires originaires des DOM ont engagé une grève de la faim contre l'Ordonnance Debré du 15-10-60 qui permet aux préfets de déporter en France « tout fonctionnaire ayant troublé l'ordre public ».

Dès le lendemain, au lycée Turgot où enseigne l'un des grévistes de la faim, Marius Miron, une Assemblée Générale se tient. A partir de ce jour-là, plusieurs centaines de lycéens resteront mobilisés : A.G. quotidienne, élection d'un comité de grève et grève à partir de vendredi, reconductible tous les matins. La deuxième semaine de lutte voit une progression du mouvement : extension aux lycées de Noisy, Gonesse, etc..., durcissement de la grève à Turgot. Le comité de grève organisera des sit-in, des distributions de tracts (plus de 15 000) dans les quartiers et les lycées avoisinants, envois de délégations dans d'autres lycées, aux journaux. Le mardi, meeting à la fac « centrale » avec les étudiants martiniquais. Le mercredi, 150 lycéens se rendront à la manifestation de la gare du Nord.

Alors que le SNES-Voltaire décide une journée d'action pour le vendredi 21, le comité de grève Turgot appelle à un rassemblement devant le lycée à 15 heures. Le 21, 400 à 500 lycéens tiennent meeting, puis se rendent en cortège place de la République au cris de « 10 ans d'exil, ça suffit ! », « Ordonnance Debré, ordonnance scélérate ! » et surtout, indice de la combativité lycéenne « Avec les grévistes, jusqu'à la victoire ! ». La statue de la République est occupée, banderoles déployées par les manifestants qui s'adressent à la population jusqu'au moment où les Brigades Spéciales dégagent la statue, calmement pour une fois, en n'arrivant pas à disperser les manifestants qui tiendront une A.G. quelques dizaines de mètres plus loin sur le trottoir avant de se disperser, avec de nouvelles perspectives de lutte.

Quelle que soit l'issue, victorieuse ou non, de la grève de la faim, la lutte contre le colonialisme français et plus particulièrement contre l'Ordonnance Debré doit continuer. D'ores et déjà, le mur du silence a été sérieusement ébranlé par l'activité des comités de soutien : tracts, affiches, meetings, manifs, et l'affaire commence à percer (presse, télé).

Il faut continuer et les lycéens seront partie prenante de cette lutte, eux à qui on a appris que l'esclavage a été aboli en 1948 et que la France, c'est « l'égalité et la fraternité ». Ils ont déjà commencé à Noisy, Gonesse, Turgot, etc..., ils continueront partout ailleurs.

**A BAS L'ORDONNANCE DEBRE
MORT AU COLONIALISME FRANCAIS
LYCEENS SOLIDAIRES DES GREVISTES DE LA
FAIM**

Guillermo LAFLEUR

la première page

Nous avons retenu pour le numéro trois de ce journal, pourtant plus précisément consacré aux luttes lycéennes contre la répression et contre l'ordre moral, une couverture affiche dessinée par un camarade et consacrée à l'Indochine révolutionnaire.

Pour nous, militants de la Ligue Communiste et des Cercles Rouges lycéens, la solidarité avec l'Indochine est le fer de lance de notre combat quotidien. Nous ne pouvons manquer de saluer ainsi la lutte du Front Révolutionnaire Indochinois.

**les 11 et 12 mars
rencontre nationale
des cercles rouges
lycéens
tous à paris !**